



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste

unifié

NUMÉRO 112
28 JUILLET 1962

0,40 NF

- **André Renard
n'est plus**
(Page 2)

- **A quoi sert le
P.S.U.**
(Page 3)

- **Le Parlement
contre les
paysans**
(Page 3)

- **L'Algérie à
l'heure du choix**
(Pages 4-5)

- **Théâtre
NO PASARAN**
(Page 7)

- **La lutte ouvrière
à Turin**
(Page 8)



Départ en vacances : **REPRENDRE DES FORCES...**
Pour les batailles de la rentrée

(A.D.P.)

COMME tous les ans, « Tribune Socialiste » cesse sa parution pendant le mois d'août. Le prochain numéro de notre journal paraîtra donc le 6 septembre. Bien entendu, les abonnements seront prolongés en conséquence. « Tribune Socialiste » souhaite à tous ses lecteurs d'heureuses vacances. Notre rédaction en profitera pour mettre au point un certain nombre d'améliorations du journal, tendant à le rendre plus vivant et plus proche de chacun de ses lecteurs.

T. S.

NOTE DE DOCUMENTATION

LA BOURSE DES VALEURS D'AUJOURD'HUI

La baisse de mai-juin

A partir de ce moment, une nouvelle phase s'amorce avec l'annonce d'une augmentation du prix de l'acier par les maîtres de forges américains, augmentation contestée aussitôt par Kennedy. Des mouvements peu importants mais désordonnés se produisent sur les Bourses de New York. En France, l'investiture du gouvernement Pompidou, avec la perspective d'une « ouverture à gauche » (1), stérilise partiellement le marché boursier jusqu'à la fin du mois. Le volume de transactions diminue irrégulièrement, certains groupes offrent de bonnes dispositions tels que ceux des sociétés de portefeuille, des cimenteries, des constructions électriques et des affaires d'alimentation. Le recul prononcé de Wall Street, à la fin du mois d'avril, fait hésiter le marché de Paris. Début mai, le marché tend à s'alourdir et reste calme pendant que les autres places internationales s'enfoncent. C'est alors que l'attention du public boursier se détourne des considérations politiques purement françaises pour observer le comportement de Wall Street. La baisse du 12 mai à Londres provoque un recul général de la cote à Paris. Puis le marché reprend lentement, les organes d'information financiers conseillant l'achat en baisse; la tendance est plus soutenue. Le 24 mai, la forte baisse de Wall Street se répercute quoique à un moindre degré sur le marché de Paris; de nombreux compartiments sont affectés et le volume des transactions diminue; il règne un climat d'incertitude politique et économique. Aucun facteur grave ne prédomine, mais une atmosphère inquiète limite le nombre des ordres et des opérations. Les creux de la vague est atteint en fin de mois lorsque l'indice des valeurs américaines de Wall Street (de Dow Jones) qui avait atteint l'indice 735 s'abaisse à 525. Aussitôt, toutes les Bourses européennes suivent cet exemple et la Bourse de Paris, qui reste pourtant la moins pessimiste accuse au 15 juin une baisse moyenne de 15 p. 100 par rapport aux cours les plus élevés d'avril. A la fin du mois de juin, la reprise relative de Wall Street qui se répercute presque immédiatement sur Paris ne semble pas déterminante: elle montre simplement

que la baisse a touché un plancher. Cette phase de baisse est aussi instructive que celle de hausse qui l'avait précédée: elle montre que:

— la Bourse non seulement subit (comme nous l'avons décrit tout au long de cet exposé) les à-coups de la politique, mais aussi elle peut tenir une place active dans la politique pour soutenir ou détruire l'action des gouvernants: la Bourse de Paris a soutenu de Gaulle, mais la Bourse de New York a cherché à saper, en créant le mouvement de baisse décrit plus haut, l'autorité de Kennedy lorsque celui-ci s'est opposé aux magnats de l'acier qui prétendaient augmenter leurs prix. (De même, la Bourse italienne crée un climat artificiel de dépression depuis qu'il est question de nationaliser l'industrie électrique.)

Cette action de la Bourse sur la politique n'a pas obligatoirement de rapports avec l'évolution économique, elle cherche à orienter celle-ci pour ramener le prestige d'une politique qui ne lui convient pas (exemple italien);

— la Bourse amplifie souvent les phénomènes économiques de recul. Il existe depuis deux ans une crise latente de l'économie américaine le dollar et accroît ainsi la crise, des échanges entre l'Amérique et l'Europe. La Bourse, prenant conscience de cette réalité, joue contre le dollar et accroît ainsi la crise. C'est le même phénomène qui s'était produit en 1929 et qui a amené une catastrophe généralisée;

— la Bourse est l'institution qui a le caractère international le plus prononcé: une crise boursière éclate aux Etats-Unis en partie parce que ce pays subit les conséquences de l'expansion européenne; aussitôt cette crise boursière se répercute sur les places européennes où justement l'économie est prospère: les liens internationaux entre les différentes Bourses sont forts au point d'avoir plus d'importance que la situation économique propre de chaque pays.

Il faut d'ailleurs ajouter que cette influence s'exerce toujours à partir des Etats-Unis vers l'Europe: la Bourse a créé le Pacte Atlantique avant la lettre.

Conclusion

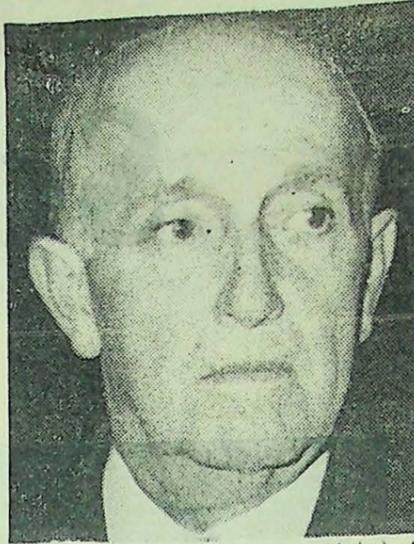
1) la Bourse des valeurs mobilières, bien que n'apportant pas d'argent frais aux entreprises, est utile dans le monde capitaliste parce que indirectement elle permet l'émission des actions et des obligations de ces sociétés;

2) elle est néfaste tant du point de vue politique qu'économique et

social: elle met en exergue les tares du régime capitaliste. Certains proposent de l'amender (imposition des plus-values boursières, réformes des structures de la Bourse). Des socialistes ne peuvent que souhaiter sa disparition.

(1) Voir « Tribune » n° 111.

LA CRISE AU PEROU



(Agi.p.)

Le président Manuel PRADO

AGNES FRONDIZI en Argentine, Quadros au Brésil, c'est au tour du président Prado, au Pérou, d'être déposé par une junte militaire. « L'Alliance pour le Progrès » subit un nouvel échec. Entre l'armée et les classes populaires, la voie moyenne est décidément impossible.

André RENARD n'est plus

LA nouvelle du décès d'André Renard nous est parvenue, sèche, à la veille des vacances.

C'est un grand ami de notre Parti que nous perdons, mais c'est aussi et surtout un des grands dirigeants de la classe ouvrière belge qui vient de disparaître.

D'autres que nous diront dans ce

Apprenant la décès d'André Renard, Edouard Depreux a immédiatement envoyé le télégramme suivant au journal La Wallonie, 55, rue de la Régence, Liège:

« Apprends profond chagrin décès André Renard endeuillant mouvement socialiste international. Vous assure sympathie fraternelle Parti Socialiste Unifié reçu si cordialement au congrès Mouvement Populaire Wallon.

E. DEPREUX. »

même journal ce que fut André Renard, dont personne n'a oublié le rôle au cours des grandes grèves belges de fin 60 qui firent l'admiration de la classe ouvrière mondiale.

Qu'il nous soit permis de nous associer au deuil de toute la classe ouvrière belge.

Le souvenir d'André Renard restera vivant parmi nous. Et ses leçons ne seront pas oubliées.

T. S.

Pas de grèves à la S.N.C.F.

LES fédérations syndicales de cheminots ont renoncé aux grèves de deux heures qu'elles avaient envisagées en juillet. Ces grèves auraient pu se traduire par des perturbations très importantes dans le trafic de la S.N.C.F. mais elles auraient été impopulaires du fait des départs en vacances et risquaient de n'être pas très suivies par le personnel de la S.N.C.F. Comme dans le cas des marins — qui viennent d'ailleurs d'obtenir certaines satisfactions — une campagne de presse n'eût pas manqué de se développer contre les grévistes. Et il semble bien que de Gaulle lui-même veuille ignorer les mouvements qui se produisent dans le secteur nationalisé en comptant sur les réactions défavorables

du public pour les rendre inopérantes.

Dépendant lors des conversations qu'il a eues avec certains dirigeants syndicaux, à l'occasion de l'inauguration de la ligne électrifiée Paris-Strasbourg, le ministre des Transports aurait fixé à 8 p. 100 l'augmentation des salaires des cheminots à laquelle consentirait le gouvernement. Mais en tous états de cause, cette amélioration des salaires — qui pourrait être réalisée par étapes — ne partirait que du 1er octobre prochain, comme la réduction de la durée hebdomadaire du travail (fixée à cette date à quarante-six heures au lieu de quarante-quatre comme le demandaient les syndicats). D'autre part, les sanctions antérieures pour faits de grève seraient annulées et le ministre, qui a reçu toutes les fédérations syndicales de cheminots, consent à examiner des problèmes posés par l'amélioration des salaires et l'aménagement de la durée du travail à partir du 1er octobre.

Lettre du Président FARÈS

EDOUARD DEPREUX vient de recevoir la lettre ci-dessous, datée du 18 juillet, de A. Farès, président de l'Exécutif provisoire de l'Etat algérien, à qui il avait transmis le message du P.S.U. au peuple algérien:

« Monsieur le Secrétaire national et cher ami,

« J'ai reçu avec plaisir le message du Parti Socialiste Unifié adressé au peuple algérien à l'occasion de la proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

« Je remercie le Conseil national du P.S.U. des sentiments de solidarité et d'amitié qu'il adresse au peuple algérien. Je suis convaincu, pour ma part, qu'une ère de coopération féconde et d'entente amicale s'ouvre entre la France et l'Algérie.

« Tous mes remerciements vont à ceux qui, comme les membres de votre Parti, y ont contribué de façon sérieuse et efficace.

« Croyez, mon cher Secrétaire général et cher ami, à l'expression de mes meilleurs sentiments.

« Le président de l'Exécutif provisoire de l'Etat algérien:

A. FARES. »

Le billet de Jean Binot:

Et la note à payer

EST-CE le temps de rappeler que « les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent »? Pour nous, gens combés, avec un général qui ordonne, un banquier qui exécute et des « députés » qui font de la reptation en chambre, nous devrions plutôt penser que certains peuples ont parfois un gouvernement qui excède leur seul mérite!

Mais cet excès de chance n'est évidemment pas gratuit.

Cela se paie d'une force dite de frappe dont les Français en vacances régleront cette année puis les années à venir le prix monstrueux.

Enfin! pourvu que le rosé soit frais, le ciel pas trop orange et l'hôtel pas trop bruyant — à demain les affaires sérieuses!

A propos: quel était donc le jocrisse qui affirmait à cause d'on ne sait plus quelle « majorité européenne » que « l'opposition était maîtresse de la date des élections »?

A QUOI SERT LE P.S.U. ?

QUE va devenir le P.S.U., maintenant que la guerre d'Algérie est terminée ? Telle est la question que posent de nombreux observateurs, les uns avec une évidente hostilité, les autres avec une curiosité sympathique.

La réponse est simple : il va travailler à la construction du socialisme en France, en liaison avec les socialistes authentiques du monde entier.

Mais, diront les sceptiques, le P.S.U. est-il nécessaire pour accomplir une telle tâche ? Sans la moindre hésitation, je réponds : Oui.

Si le P.S.U. n'existait pas, il faudrait le créer de toute urgence pour combler un dangereux vide politique. Il a été à l'avant-garde de la lutte pour la paix et la reconnaissance de l'indépendance algérienne. Il est vrai qu'il a surtout attiré des jeunes parce qu'il était à la pointe du combat contre les colonialistes et leurs complices. Mais telle n'a jamais été sa vocation exclusive.

Un journal, qui s'intitule modestement « hebdomadaire de l'élite française » et qui ne nourrit pas précisément de bons sentiments à notre égard, a pu écrire, dans son numéro du 17 juillet :

« Le P.S.U. représente — selon l'U.N.R. — un danger certain : 1) Il est animé par des hommes de « qualité » ; 2) il ne s'est jamais « compromis » avec le gaullisme. M. Guy Mollet est allé « chercher » le général en un temps où les actuels dirigeants du P.S.U. dénonçaient le 13 mai comme une « opération fasciste ».

Un représentant de l'U.N.R. expliquait, la semaine dernière : « N'ayant pas trempé, comme les socialistes, dans le complot — car enfin, dans l'optique de ces messieurs, il y eut ce complot-là aussi, après le 13 mai (qui consista à aller chercher le général de Gaulle pour sauver (?) la démocratie), le P.S.U. serait qualifié pour préparer la succession du général et la VI^e République... »

Voilà au moins un représentant de l'U. N. R. qui n'est pas dépourvu de bon sens !

Mais, ce n'est pas seulement à la succession du général de Gaulle et de la V^e République que nous posons notre candidature, c'est à celle du régime capitaliste, qu'il s'appuie sur les industries techniques les plus évoluées ou qu'il tente d'assurer la pérennité des formes les plus archaïques de l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous ne sommes point les homologues, à gauche, des Bourbons de 1815 « n'ayant rien appris ni rien oublié » et rêvant de je ne sais quelle illusoire restauration à peine camouflée de l'état de choses antérieur au 13 mai 1958. Nous sommes persuadés que si on ne s'attaque pas résolument à la structure du système, on ne pourra asseoir la démocratie sur des bases solides et durables.

Aussi, lorsque nous préconisons un gouvernement de transition, il s'agit d'une transition vers le socialisme et non vers une démocratie purement formelle, vidée de sa substance, déchirée par ses contradictions internes et bien vite condamnée à l'impulsance ou résignée à de nouvelles abdications.

La politique française ne sera assainie et renouée que si des socialistes se comportent en socialistes, préférant « effrayer que duper ». Il n'est pas exact que la guerre d'Algérie, le comportement, vis-à-vis de la hideuse et déshonorante torture, les tristes performances de M. Robert Lacoste, les ravages exercés chez ses militants par le « colonialisme petit blanc » et la capitulation vis-à-vis du pouvoir personnel, nous ont seuls séparés de la direction de la S.F.I.O.

Il y a aussi, il y a surtout le socialisme. Peu à peu, à la suite d'une lente dégradation, dont la participation ministérielle prolongée à des gouvernements qui n'avaient pas (et ne pouvaient pas avoir, étant donné les forces sur lesquelles ils s'appuyaient) pour but l'édification du socialisme, n'est pas la moindre cause, la S.F.I.O. a pris, sur l'échiquier politique français, la place jadis occupée par le parti radical. Unissant tant bien que mal des comités électoraux groupés non

pas autour des élus parlementaires qui ne représentent plus rien, mais des maires, elle a noué des alliances les plus diverses, le plus souvent à droite, exceptionnellement à gauche, sans idées directrices. Loin de conquérir les rouages de l'Etat, elle a été, en grande partie, conquise par eux.

Malgré la volonté sincère de certains de ses adhérents, elle ne peut pas se dégager de cette déviation irréversible vers les marécages centristes, tandis que le P.C. ne peut, pour des raisons évidentes, regrouper toute la gauche. Elle a pratiquement laissé une place libre et, si nous n'étions pas là pour l'occuper, en nous tournant résolument vers l'avenir, la gauche entière serait cruellement affaiblie par une dépolitisation encore accrue.

C'est en nous affirmant pleinement, et non pas, selon la grande pensée de certains utopistes et de quelques subtiles manœuvriers, en « confédérant » le P.S.U. avec tel ou tel autre parti, que nous jouerons notre rôle normal. Faut-il répéter, une fois de plus, que notre ambition ne se borne pas à créer un petit parti socialiste de gauche en face d'un parti socialiste de droite mais de grouper, un jour, tous les socialistes et rien que les socialistes, dans une grande formation, ouverte aux grands courants modernes de la vie des travailleurs ? Il s'agit d'une entreprise de longue haleine qui ne pourrait être l'œuvre d'une secte travaillée par ce que j'ai appelé « le complexe cathare », en souvenir des martyrs albigeois qui se voulaient « parfaits ».

Croyez-moi : il n'est pas question de démobiliser le P.S.U. après des années de batailles, dont je peux dire sans forfanterie qu'elles ont été courageuses, contre une guerre à la fois cruelle et absurde ; mais de mobiliser, à son appel, toutes les forces vives de la nation laborieuse, pour construire un véritable « Front Socialiste ». Le rôle du P.S.U. c'est de mettre le socialisme à l'ordre du jour de la France de 1962.

Eduard DEPREUX

Le Parlement contre les paysans

APRES avoir disjoint les chapitres relatifs aux forêts et à l'hydrocarbure, l'Assemblée nationale, par 367 voix contre 11, a adopté la loi complémentaire d'orientation agricole, dite « projet Pisanani ».

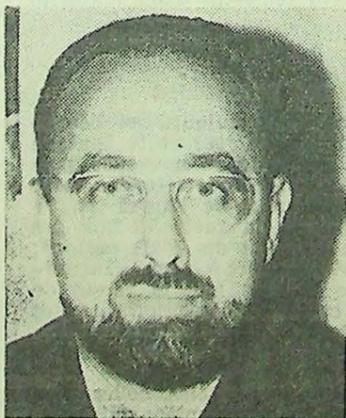
Nos lecteurs savent les espoirs qu'avaient mis — bien imprudemment — les éléments progressistes de la paysannerie dans ce vote. Au cours de discussions avec les leaders jeunes paysans et des spécialistes en matière agricole, nous étions tombés d'accord pour penser que le passage devant le Parlement émasculerait à peu près totalement le projet en discussion. Ce n'était pas jouer les Cassandra, mais tenir compte simplement des enseignements de l'Histoire, les mêmes manœuvres ayant été couronnées de succès en 1957 et en 1960. La discussion de la loi complémentaire devant l'Assemblée nationale nous a pleinement donné raison.

A partir d'un projet de vote qui soulevait déjà des critiques aussi bien de la part des responsables du C.N.J.A. que de nos camarades du P.S.U., le Conseil des ministres a d'abord atténué certaines réformes jugées trop progressistes. Cependant que le gouvernement laissait se développer dans les couloirs de l'Assemblée une campagne contre le droit de préemption accordé aux SAFER, et cela avec l'appui tacite de certains ministres, on commençait à préparer des votes de conciliation. L'occasion de les négocier contre certains amendements trop réactionnaires n'avait plus qu'à se présenter, ce qui n'a pas manqué de se produire en séance.

Ainsi le gouvernement semblait donner quelques gages de bonne volonté à son opposition, tout en apparaissant comme le soutien éclairé des producteurs. La manœuvre arrangeait donc tout le monde, sauf évidemment les véritables défenseurs de l'agriculture moderne de groupe. Mieux même, on « rognait » sur le droit de préemption sans pratiquement toucher aux groupements de producteurs, les SAFER ne sont pas indispensables en effet pour favoriser l'agriculture moderne de type capitaliste alors que l'organisation « py-

ramidale » des groupements de producteurs doit permettre l'essor de l'intégration, objectif premier du néo-capitalisme agraire.

Il faut dire que les venants d'une agriculture de groupe, gênés par les paysans travailleurs, ne se comptent au Parlement que sur les doigts d'une seule main, alors que la « gauche » (y compris les communistes) défend un néo-poujadisme favorable aux « petits » et que la droite se partage entre les traditionnalistes (notables



Edgar PISANI (A.D.P.)

ruraux Indépendants soutenant les bonzes de la F.N.S.E.A.) et les néo-capitalistes de l'U.N.R. et du M.R.P.

Une meilleure connaissance des forces politiques en présence aurait évité à certains syndicalistes authentiques de se faire trop d'illusions.

Sans analyser en détail une loi qui n'est pas encore promulguée et nous réservant de la commenter plus longuement en septembre, on peut cependant tenir pour acquis que le droit de préemption accordé aux SAFER par l'article 11 du vote, s'il subsiste nominale, est à peu près vidé de son contenu ; non seulement de nombreuses dérogations ont été instituées mais encore le droit ne sera ouvert que par décision des préfets sur proposition de commissions départementales et que pour des zones agraires bien délimitées. Au surplus les titulaires d'un

droit de préemption pourront obtenir les mêmes avantages fiscaux ou financiers que ceux accordés aux exploitants qui acquerront des terres rétrocédées par les SAFER. Comme on le voit, l'usage du droit de préemption sera plutôt lourd à manier. Que la droite se rassure donc, ce droit n'apportera guère de changements révolutionnaires dans les campagnes.

A signaler aussi, dès maintenant, que les fameux Comités de producteurs devront représenter au moins 10 p. 100 des producteurs du secteur qu'ils couvrent. Si l'extension des règles de commercialisation (compréhension-elles la possibilité de fixer un prix minimum ?) s'effectue par voie de référendum, il faudra que ces règles recueillent les trois-quarts de l'ensemble des producteurs représentant la moitié de la production commercialisée. Pourquoi pas 90 p. 100 des deux ?

Est-il surprenant, dans ces conditions, que les organisations agricoles aient fait immédiatement connaître leur mécontentement. Un freinage se produira certainement au niveau de la F.N.S.E.A., mais la base suivra-t-

elle les modérés ? Les premiers échecs parvenus de province, bien que les travaux battent leur plein, montrent que les paysans, en particulier les jeunes, sont décidés à se battre. Nous avons déjà souligné à maintes reprises qu'il ne fallait rien attendre ni du gouvernement ni d'un Parlement dont la lâcheté n'est pas le moindre défaut. Seule l'ACTION DIRECTE est payante : grève des achats ou des livraisons, barrages de route, « réveil national » des notables, pressions diverses sur les élus... voilà quelques formes de lutte.

Il faut aussi que les travailleurs des villes comprennent l'enjeu de cette bataille. La C.F.T.C. l'a bien senti qui demande à ses militants de soutenir « la lutte engagée par les paysans contre le capitalisme ».

Nos camarades auront à cœur, dans le respect des consignes de leurs organisations, de prendre la tête du combat. Ouvriers et paysans unis imposeront alors de véritables réformes de structure, c'est la seule voie du succès.

J. C. Barigiel.

LE BUREAU NATIONAL DU P.S.U. COMMUNIQUE :

LES conditions dans lesquelles s'est effectué le vote de la loi-cadre agricole constituent un nouveau défi aux travailleurs de l'agriculture.

Grâce à l'action des organisations syndicales, le gouvernement avait été contraint de déposer un projet de loi qui, bien que largement en retrait sur les promesses faites par le ministre, pouvait constituer la base d'un premier progrès. La majorité du Parlement, sous l'influence de groupes de pression représentant les gros agrariens, les mandataires, etc., a vidé ce projet de tout contenu. Il a refusé tout ce qui pouvait constituer l'amorce d'une remise en cause du régime de propriété foncière, tout ce qui pouvait aider les

producteurs à organiser eux-mêmes la commercialisation de leurs produits. Il livre ainsi les agriculteurs aux entreprises des spéculateurs et du grand capital.

Désormais les paysans sauront qu'ils ne peuvent faire confiance aux notables traditionnels liés à tous autres intérêts que les leurs. Le gouvernement gaulliste, de son côté, si énergique lorsqu'il s'agit de force de frappe, s'est, en cette occasion, laissé faire violence très facilement.

Les manifestations de mécontentement de la paysannerie montreront demain qu'elle considère comme également responsables les deux partenaires de l'opération de Dupéric qui vient de se dérouler.



BEN BELLA

(Keystone)

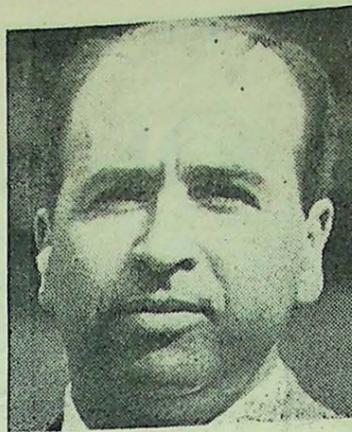
A



MOHAMED BOUDIAF

(A.D.P.)

L



BELKACEM KRIM

(A.D.P.)

G



KHIDDER-HAMED

(Keystone)

DE L'INDÉPENDANCE

Alger, 25 juillet 1962.

POUR qui vient de passer cinq jours en Algérie, une constatation domine toutes les autres : la paix, l'ordre et la tranquillité régissent sur l'ensemble du pays ; il n'y a aucune comparaison possible, non seulement bien sûr avec les derniers mois de la terreur O.A.S., mais avec aucun moment des sept dernières années. S'il apparaît nécessaire d'insister sur ce point c'est qu'à lire les reportages d'une certaine presse, à voire l'insistance mise à signaler certaines « bavures » regrettables mais rares et à les généraliser, on risque de perdre de vue ce qui au contraire devrait étonner un mois à peine après les ratonnades, les incendies, les bouclages et le couvre-feu de juin. Oui, il y a eu quelques dizaines d'enlèvements, portant presque toujours sur des fascistes connus, ce qui ne légitime pas le procédé ; oui, il y a eu des appartements vides occupés par des musulmans mais bien plus souvent protégés par un cachet de la Zone autonome ; oui, il y a eu des voitures volées dans les premiers jours de juillet, dix fois moins que celles abandonnées en juin devant l'aérodrome.

Mais puisqu'on en est aux notations concrètes, il faut en ajouter d'autres : par exemple que, sur les magasins connus, plus des trois quarts sont ouverts ; qu'il est toujours aussi difficile de circuler à cinq heures du soir rue d'Isly ou rue Michelet et que musulmans et Européens s'y côtoient comme autrefois ; qu'on peut passer au Saint-Georges une soirée de ci-devant, que les cinémas jouent le soir, ce qu'ils ne faisaient plus depuis des années. On peut encore ajouter qu'on va se baigner le dimanche, à Tipasa par exemple où la plage est pleine de soldats français désœuvrés, que le restaurant des ruines est rouvert... depuis le 2 juillet ; qu'on parcourt sans la moindre inquiétude la route Blida-Médéa ou Milliana-El Affroun où, depuis 1957, on circulait en convois militaires ; qu'il y a effectivement des barrages de l'A.L.N. à l'entrée des agglomérations, qu'on vous y demande votre carte grise et que l'on fouille votre coffre (ce qui est arrivé à chacun de nous des dizaines de fois cet hiver entre Saint-Lazare et la Concorde) ; que les moissons sont rentrées et que quand il n'y avait plus de colon pour le faire c'est l'A.L.N. qui s'est chargée de les engranger.

On peut dire tout cela aux Français d'Alger ; ils en conviendront en ajoutant que c'est un début, que ça ne durera pas et qu'ils n'ont pas confiance. Ils trouveront encore dans la crise du F.L.N. un nouveau motif d'inquiétude en même temps qu'une secrète satisfaction.

Du refus de rompre l'unité...

Pour l'interlocuteur algérien, la rupture survenue entre les dirigeants de la Révolution a produit d'abord une réaction de désarroi et d'incompréhension à la base, de colère et de blâme à l'échelon des cadres moyens du F.L.N., plus politisés et mieux informés.

C'est l'U.G.T.A. qui déplore des prises de position contradictoires, « augmentant le désarroi des masses et leur désaffection à l'égard des hommes qui aujourd'hui encore incarnent la Révolution ». C'est l'U.G.E.M.A. qui dénonce « une crise de direction découlant d'un manque de perspectives claires et de l'impréparation concrète du pouvoir ».

J'ai interrogé des hommes d'horizons différents, syndicalistes ou étudiants, responsables de la Zone autonome d'Alger (soutien essentiel de l'équipe du G.P.R.A.) ou militants venus de la Wilaya 5, benbelliste ; j'ai été très frappé de trouver partout des réactions identiques et une même argumentation. D'abord la crise apparaît inopportune, ensuite on comprend mal ses raisons profondes : « Le F.L.N., dit un syndicaliste, a

fait de l'unité la condition de la victoire. Regardez, c'est écrit sur tous les murs. Alors pourquoi risquer de la briser maintenant... Même s'il a commis des fautes, on ne révoque pas un état-major au moment de la victoire... Et puis, il y a devant nous une force encore très bien organisée et c'est celle de la France ; l'armée française est toujours là, puissamment armée ; les gens de l'O.A.S. se cachent, d'autres qui avaient fui, reviennent et tentent de se reconverter ; les pôles de l'économie restent aux mains des Français et c'est le moment que nous choisissons pour nous diviser ! »

La méfiance du militant à l'égard des dirigeants du Front est devenue une attitude générale. « C'est la faute des politiciens de Tunis », m'a-t-on dit à plusieurs reprises ; « qu'ils trouvent un arrangement à leurs querelles personnelles. C'est leur affaire et non la nôtre ».

Ainsi, le refus de prendre parti est général, en dehors de l'A.L.N. et ceci encore le prouve : les trois journées d'indépendance mises à part, d'ailleurs spontanées et unitaires, il n'y a pas eu la moindre manifestation de masse, dans un camp ou un autre, pour appuyer un leader ou conspuer un autre ; les injures sont restées au niveau des communiqués de presse. Ben Khedda a été acclamé à Alger ou à Tizi-Ouzou avec les mêmes cris et les mêmes slogans que ceux qui ont accompagné Ben Bella à Oran ou qui l'accueilleront demain à Alger. La révolution algérienne se fait avec des drapeaux, des mots d'ordre, mais pas avec des portraits. Pour qui garde présente à l'esprit l'image des foules délirantes d'Egypte, pour qui a vécu à Tunis les semaines suivant le retour de Bourguiba, la différence est de nature et non pas de degré et elle témoigne d'une maturité exceptionnelle.

...au compromis provisoire

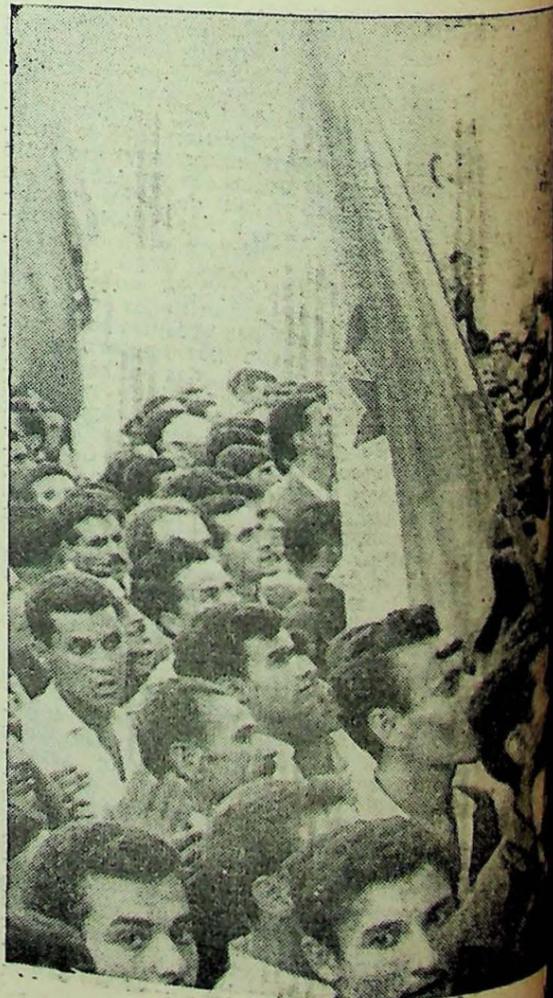
Un ministre algérien, aujourd'hui démissionnaire, lançait l'autre jour cette boutade aux journalistes en quête de nouvelles dans les salons de l'Aletti : « Vous attendez votre guerre civile, mais vous ne l'aurez pas ! » Sans doute, pour faire la guerre, il faut des troupes et pas seulement des états majors ; dans cette Algérie qui sort à peine d'un terrible cauchemar de sept ans, le besoin de paix et d'ordre est l'exigence prioritaire des masses. Cette situation a rendu probable dès le début l'accord au sommet et elle rend aujourd'hui le compromis indispensable, à la condition d'en fixer les limites, celles d'un replâtrage provisoire. La première quinzaine de juillet, derrière le camouflage des rivalités personnelles, a en effet posé avec brutalité et plus tôt qu'on ne l'attendait, les véritables problèmes qu'il faudra bien trancher au fond : la guerre d'Algérie gardera-t-elle dans l'histoire l'aspect bien connu d'une guerre d'indépendance nationale victorieuse, accompagnée d'une révolution sociale avortée, ou bien le slogan qui s'étale sur les murs d'Alger, « L'Indépendance est une étape, la Révolution est notre but », deviendra-t-il réalité ?

Sur le fond du problème ainsi posé, il n'y a guère d'accord possible entre les différentes forces sociales qui ont mené en commun la guerre d'indépendance ; il ne peut y avoir entente que sur la procédure, la façon d'aborder le débat et sur les tâches immédiates. Celles-ci sont terriblement urgentes : il faut remédier à la vacance du pouvoir et garantir l'unité du pays contre des forces centrifuges qui menacent de le disloquer ; il faut prendre des mesures de gestion, principalement économiques, inscrire l'Algérie dans la communauté internationale, poursuivre avec le gouvernement français les discussions sur la coopération qui, si elles ne sont

pas menées rapidement à bien, compromettront dangereusement les échéances de l'automne. Ni l'Exécutif provisoire, ni l'actuel G.P.R.A., qui n'a plus ni autorité, ni prestige, ne peuvent mener à bien ces tâches ; ce sera l'affaire du nouveau gouvernement que désignera la prochaine Constituante. Quant à l'élection de celle-ci, elle ne posera pas de problèmes difficiles : les candidats choisis par le nouveau Bureau politique du Parti, sont d'avance assurés de leur élection ; ils refléteront en gros les divisions actuelles, puisque l'opposition des tendances et des clans se matérialise en divisions géographiques, selon la répartition des Wilayas.

« En fait, remarquait un responsable d'Alger, non sans influence à Tlemcen, l'Assemblée ne siégera sans doute pas bien longtemps, un an au plus ; elle se comportera beaucoup plus en Législative qu'en Constituante, parce qu'il ne faut pas précipiter les options fondamentales et que les choix décisifs doivent être clairement posés. »

Tout semble se passer comme si les partisans d'Alger, battus à court terme, considéreraient dès maintenant comme secondaire le problème de la Constituante et reportaient tous leurs espoirs sur l'échéance plus lointaine du Congrès ; ils en avaient les premiers lancé l'idée et celle-ci vient d'être reprise par Tlemcen. Avant la fin de l'année, le premier Congrès du F.L.N. fixerait l'orientation du pays ; il reprendrait l'étude du programme dont l'esquisse a été unanimement adoptée à Tripoli mais doit être complétée par d'autres propositions, en particulier celles de la Fédération de France. Les « benkhédistes » espèrent y prendre leur re-





BEN KHEDDA (A.D.P.)



FERHAT ABBAS (A.D.P.)



AHMED BOUMENDJEL (Keystone)



MOHAMED YAZID (A.D.P.)

R

I

E

A LA RÉVOLUTION

vanche parce qu'ils espèrent que d'ici là, les forces qu'ils influencent se seront mieux implantées tandis que la coalition de Tlemcen se sera effritée.

Des traditions différentes

Ce n'est pas un hasard si Ben Bella, dédaignant Oran où il n'a fait qu'un voyage de prestige, s'est fixé à Tlemcen, loin des impuretés du port cosmopolite, citadelle de l'O.A.S. Il a choisi une cité musulmane au passé prestigieux, origine de toutes les tendances du nationalisme algérien. Il a su attirer à lui les cautions les plus importantes: après les fidélités personnelles comme celle de M. Khider, après les militants prestigieux tels Djamil Bouhired ou Y. Saadi, les cadres de l'ancienne U.D.M.A., Ferhat Abbas dont la popularité reste grande, A. Francis, Boumendjel, tous représentants de la petite bourgeoisie algérienne, ralliés tardivement mais activement au combat national et prêts à toutes les alliances tactiques, à toutes les surenchères sociales, pour prendre sur Ben Khedda et les centralistes leur revanche de 1961.

Surtout, et c'est là le fait déterminant, Ben Bella a reçu l'appui de l'état-major « déchu » de l'A.L.N. Lorsque Boumedienne a rejoint Tlemcen, il a fait pencher la balance en faveur des « dissidents ». Dès lors peu importe de savoir si Ben Bella est le chef ou l'otage d'une coalition hétéroclite qui a prouvé à Tripoli qu'elle était majoritaire au sein du C.N.R.A. et qui vient de démontrer en Algérie qu'elle jouissait d'un

poids décisif sur le terrain. L'important est d'évaluer ce qu'elle représente et quel ciment peut l'unir: d'abord une tradition « algérienne » qui implique méfiance sinon plus, à l'égard de l'Occident sous ses différentes formes, religieuse aussi bien que philosophique, politique ou économique; ensuite une tradition « paysanne », essentielle dans un pays où les ruraux représentent 95 % de la population et ont constitué l'essentiel de l'armée de libération, où l'articulation du mouvement nationaliste, la structure des willayas, reflètent depuis Messali une implantation essentiellement rurale; enfin une tradition « militaire » et « révolutionnaire » si l'on veut, à condition de ne pas jouer d'analogies simplistes, avec l'armée tsariste ou la Chine de Mao, mais de regarder du bon côté, c'est-à-dire vers Bagdad ou vers Le Caire. De Ghardimaou à Oujda, par Souk-Ahras, Sétif, Tiaret et Tlemcen, passe une des lignes de force de l'Algérie nouvelle, celle qui veut faire du soldat d'hier un médecin, un instituteur, un agronome, mais toujours en uniforme.

Ce n'est pas non plus un hasard si derrière Ben Khedda et la plupart de ses ministres et bientôt en leur lieu et place — s'il y a un « benbellisme », on serait bien en peine de définir un « benkhédisme » qui ne s'est pas effondré puisqu'il n'a jamais existé — s'est constitué dans le Grand Alger un rassemblement différent et plus homogène que le premier.

Il suffit d'en faire le décompte pour en prendre conscience: le centre est constitué par la zone autonome d'Alger, reconstituée par Azzedine et Oussodik, animant depuis

son Q.G. de Belcourt les ouvriers de la capitale, non seulement dans le domaine du maintien de l'ordre mais encore sur les plans politique, économique et social; la Fédération de France du F.L.N., dont chacun connaît la composition sociale, apporte un concours important, sous l'influence déterminante de M. Boudiaf, chargé de plus au bureau politique du F.L.N. de l'animation des forces syndicales; la willaya 3, parce que depuis les débuts de l'insurrection Belkacem Krim y jouit d'une autorité incontestée et parce que la Kabylie vit des mandats de la Fédération de France, est restée fidèle au G.P.R.A. et Tizi-Ouzou a été la seule ville de province à accueillir le « gouvernement »; la willaya 4 d'une fidélité plus chancelante.

Le mouvement syndical dans son ensemble s'est montré partisan des thèses du G.P.R.A. tout en affirmant son désir de garder la neutralité. L'U.G.T.A., peu implantée encore dans la mesure où en Algérie le mouvement syndical n'a été qu'une dépendance du mouvement national et non pas sa couverture comme dans la Tunisie de Ferhat Hached, mais qui peut très vite atteindre la puissance de ses voisins, l'U.G.T.T. tunisienne d'avant la scission et l'U.M.T. marocaine; l'U.G.E.M.A. enfin, renforcée par les nombreux étudiants revenus de l'étranger et qui, installée dans les anciens bureaux de Susini, fournit dès aujourd'hui de nombreux cadres au nouvel Etat.

Un tel rassemblement, appuyé sur le prolétariat d'une grande ville comme sur l'élite intellectuelle, en contact plus étroit avec l'Occident ne serait-ce que par le va et vient de la main d'œuvre nord-africaine, confrontée de plus près à la domination capitaliste et raciste par le contact étroit avec les « petits blancs » longtemps privilégiés, a tout naturellement été porté à définir son combat en termes de lutte de classes. L'observateur français qui aime appliquer les schémas qu'il connaît, est tenté de lui donner la préférence. Si Alger depuis 1830 a bien déterminé tous les mouvements de l'Algérie coloniale, il n'est nullement évident qu'elle continuera de le faire dans l'Algérie indépendante.

Le poids des querelles personnelles

Cette classification, utile si on ne la prend pas trop à la lettre, ne tient pas compte de mutations récentes que la guerre a accélérées et dont il est encore difficile de prévoir toutes les conséquences. Les structures paysannes se sont par exemple trouvées modifiées par la pratique des camps de regroupement; le villageois traditionnel parce que descendu dans la plaine, parce que doté de l'eau courante, parce qu'éloigné des structures familiales s'est rapproché du prolétaire urbain. Retrouvera-t-il, une fois « dégroupé » ses habitudes anciennes?

Surtout, toute classification algérienne serait fautive qui ne tiendrait pas compte des querelles personnelles et des batailles de clan. On est l'homme de Krim ou l'homme de Boussouf et cette fidélité a souvent entraîné plus que d'autres raisons, l'option en faveur de tel ou tel camp. Les positions d'avant-guerre, l'adhésion donnée plus ou moins tardivement au soulèvement armé, maintiennent des limites souvent infranchissables entre les anciens de l'U.D.M.A. qui constitueront l'équipe du premier G.P.R.A. et les anciens centralistes qui animent la seconde. Au-dessus des uns et des autres, les « chefs historiques » de la révolution, jouissent d'une autorité infiniment plus grande mais restent profondément divisés: en constituant, à l'exception de Belkacem Krim le nouveau bureau politique, ils reprennent le devant de la scène dans une Algérie essentiellement mouvante.

Marc HEURGON.



(A.D.P.)

« foule algérienne : A qui iront demain ses ovations ?

LE CONGRÈS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

L Ligue française de l'Enseignement a tenu à Evreux, du 10 au 13 juillet inclus, son 73^e Congrès. C'est une des plus anciennes et des plus puissantes organisations françaises ; des plus anciennes, elle célébrera par d'importantes manifestations le centenaire de sa création, en 1866, par Jean Macé, journaliste, et ses trois premiers adhérents, un sergent de ville de Paris, un employé de chemin de fer et un tailleur de pierre ; des plus puissantes, elle compte plus de trois millions de membres actifs et plus de trente mille sociétés locales.

Société de pensée, héritière de celles qui donnèrent son visage historique à la France des dix-huitième et dix-neuvième siècles, elle est aussi, depuis la fin de la première guerre mondiale, une confédération d'œuvres d'éducation laïques post et péri-scolaires et les sigles de ses UFO — UFOLEA (Union française des œuvres laïques d'éducation artistique), UFOLEP, UFOLEIS (au lecteur de traduire) — sont bien connues en France et à l'étranger de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de l'éducation permanente.

L'excellente santé de l'organisation

Comme tous les congrès, celui de la Ligue avait à son ordre du jour un rapport moral, compte rendu d'activité — il fut approuvé à l'unanimité moins une voix — et un rapport financier qui, lui, le fut à l'unanimité. Grâce aux efforts énergiques de son trésorier, Adrien Lavergne, appuyé fermement par le bureau et par la Ligue tout entière, des difficultés momentanées, mais sérieuses, ont totalement disparu. La réélection de son président Henri Fauré, à l'unanimité des voix du conseil général et celle du secrétaire général R. Dader presque aussi brillante, prouvent l'excellente santé de l'organisation la plus représentative du Comité national d'action laïque.

L'ordre du jour comprenait également l'étude d'un rapport de M. Grenier, l'un des vice-présidents, consacré à « L'éducation permanente et le développement d'une pensée libre devant les modes modernes de diffusion des images et des idées. » Le rapporteur définit d'abord ce qu'il entendait par « liberté de pensée », puis il brossa un tableau de notre civilisation, qui est « essentiellement celle de l'image », dont il fit une critique fort sévère.

Il montra les dangers menaçant la véritable culture, dangers résultant des moyens modernes de diffusion de la pensée qui « ne sont, le plus souvent, ni au service de la nation, ni au service de la liberté individuelle, ni au service de la démocratie, mais sous la tutelle intéres-

sée d'entreprises privées ou de l'Etat ». Il conclut, en proposant à la Ligue de « mettre à l'étude une série de projets de nationalisation des moyens modernes de culture et d'information afin de les mettre au service du public et de la nation ».

Des positions nettes mais pas explosives

Affirmant sa vocation de former des citoyens, la Ligue de l'Enseignement ne se maintient pas sur un plan théorique. Elle examine les réalités, les juge et tire des conclusions. Ses prises de position sur le colonialisme vietnamien et algérien en particulier furent toujours nettes pour n'avoir pas été aussi explosives que certaines, aussi envisage-t-elle avec faveur l'aide technique et culturelle de la France au nouvel Etat algérien.

Elle s'est également préoccupée de la situation dans les départements et territoires d'outre-mer et a chargé son service spécialisé d'entreprendre une enquête et de déterminer les conditions d'une véritable administration démocratique dans ses terres lointaines.

Toujours attachée à la restauration totale de la laïcité des institutions publiques, par la voix de son président Henri Fauré, la Ligue n'a pas craint d'adresser ses critiques à « l'échelon le plus élevé » et son hostilité à la loi Debré l'a conduite à rappeler que « les atteintes contre la laïcité ont été les premières atteintes contre la démocratie et que la défense de la laïcité doit figurer au programme de tout parti ou groupement se proclamant démocratique et républicain », ce qui exclut naturellement de tels « groupements » le M.R.P. et les Indépendants et se concilie assez difficilement avec la notion de « majorité européenne » chère à la S.F.I.O. et à Guy Mollet.

Il est nécessaire, à propos de groupement, de mettre en parallèle l'attitude de la Ligue qui lance un appel à « tous les partis laïques » et celle du Syndicat des instituteurs dont le secrétaire général, M. Desvalois, a affirmé à Toulouse le 14 juillet : « Je ne veux pas que la question laïque soit un moyen pour réaliser un soi-disant front uni. » Il se tenait sur le plan syndical, évidemment, mais il n'est pas douteux, étant donné les prises de position politique du S.N., que sa déclaration avait une portée plus grande. L'avenir dira quelle influence l'emportera au sein du C.N.A.L., de celle de la Ligue ou de celle du S.N.I. La conjoncture politique peut en être modifiée surtout dans une année pré-électorale.

Mireille Osmin.

P.-S. — La Ligue de l'Enseignement est affiliée sur le plan international à l'Union humaniste et à la Ligue internationale de l'Enseignement et de la culture populaire. Elle est représentée au bureau de cette dernière par un des vice-présidents, Pierre Lamarque, et par le secrétaire général, Albert Junger.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48
C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Publicité :

Geneviève Mesguiche
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e.

*Vacances paisibles dans un cadre agréable !
Loisirs studieux dans la verdure !
Veillées culturelles sur des thèmes socialistes !*

Inscrivez-vous aux

STAGES NATIONAUX DE FORMATION DU P.S.U. !

Le succès qu'ont rencontré les stages nationaux de 1961 a incité la Commission Nationale de Formation à demander, cette année, au Parti, un effort plus important. Cinq stages sont donc proposés aux camarades.

Les programmes

FORMATION GÉNÉRALE (deux stages)

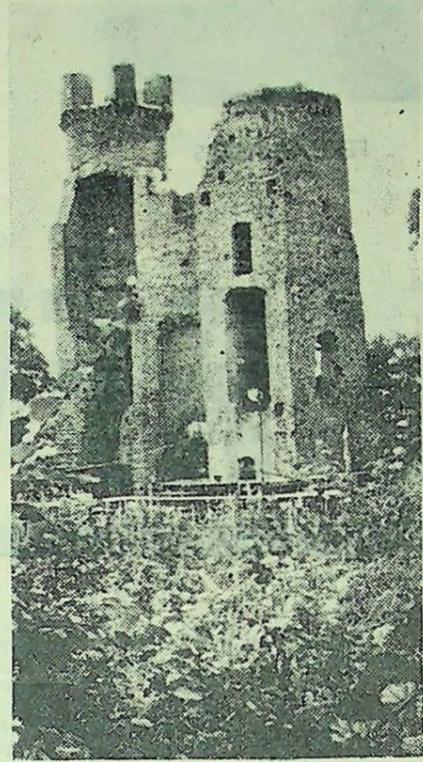
11 au 18 août
et 8 au 15 septembre

- Initiation économique ;
- Analyse des classes sociales actuelles ;

La vie du Parti

Représentation et stage à St-Simon de Bressieux

Pour la cinquième année consécutive, l'U.F.O.L.E.A., section technique de la Ligue de l'Enseignement, organise à St-Simon-de-Bressieux un



(Archives)

C'est au pied de ce château qu'aura lieu la représentation du « Songe d'une nuit d'été ».

stage de formation d'animateurs d'associations culturelles.

Nous invitons nos lecteurs de la région à venir assister aux représentations et à participer aux stages prévus pour les militants engagés dans les secteurs jeunes et culturels. Le cas échéant s'adresser aux F.O.L. départementales ou à l'U.F.O.L.E.A., 3, rue Récamier, Paris (7^e).

Pensez à la maison du P.S.U.

Loin de se ralentir, le rythme des souscriptions s'accroît en dépit des vacances.

Nous disposons de 7 millions d'anciens francs.

Il nous en faut encore beaucoup d'autres pour acquérir notre Maison.

Envoyez à Jacques Bueno, 3, allée Tristan-Bernard, à Pantin (Seine), C.C.P. Paris 1752-01, vos souscriptions pour la Société civile immobilière et des noms de sympathisants qu'on pourra toucher.

Nous rappelons que les parts sont de 50 NF. Tous les dons sont également les bienvenus, quel qu'en soit le montant.

Merci à tous.

Edouard DEPREUX.

Notre secrétaire de rédaction, Marie-Madeleine Dubarry, qui s'est dévouée sans compter pour notre journal depuis ses débuts, vient de tomber sérieusement malade. Les médecins ont prescrit un repos de longue haleine. Qu'elle trouve ici l'expression de l'amitié de toute l'équipe de « T. S. », et nos souhaits de rapide rétablissement.

Visitez la Vendée

Les camarades du P.S.U. qui séjourneront ou qui passeront en Vendée, sont invités à se mettre en relations avec les responsables des sections et de la Fédération vendéenne du P.S.U. sur la côte :

ST-JEAN-DE-MONTS : Monnier, retraité, boulevard de Lattre-de-Tassigny, St-Jean-de-Monts.

LES SABLES D'OLONNE : Berton, 77, rue des Aubépines, Les Sables-d'Olonne

et à l'intérieur :

LA ROCHE-SUR-YON : Péaud, 11, rue Malesherbes, La Roche-sur-Yon.

CHALLANS : Armand, 39, rue Gambetta à Challans.

LUÇON : Auguste, 16, rue Vinçon-neau à Luçon.

Algérie

Les camarades étudiants, instituteurs ou professeurs qui désireraient passer un mois ou deux en Algérie pour encadrer de jeunes Algériens et les préparer à la rentrée sociale peuvent s'adresser au S.N.E., 8, rue Henner, Paris (9^e).

Les premiers départs auront lieu début août. Le séjour est entièrement gratuit. Il n'y aurait, selon toute probabilité, que le voyage aller à payer.

Communiqué de la fédération de Paris du P.S.U.

Comme chaque année, la Fédération de Paris du P.S.U. organise une manifestation à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Jean Jaurès.

Des délégations du Bureau national et du Bureau fédéral de Paris seront présentes, le mardi 31 juillet, à 18 h 30, devant le café du Croissant, coin des rues Montmartre et du Croissant.

Chaque section est invitée à envoyer une délégation à cette manifestation socialiste.

PETITES ANNONCES

● Jeune couple P.S.U. avec enfant, cherche deux pièces en location. Prière écrire au journal qui transmettra.

des de faire-valoir, analyses régionales).
— Le mouvement paysan ;
— Les paysans et la politique ;
— La politique du P.S.U.

JEUNES ETUDIANTS

9 au 16 septembre

— Tâches du socialisme (planification, pouvoir économique et démocratie, décolonisation, le Front Socialiste) ;
— La jeunesse (mouvements, institutions, problèmes politiques) ;
— Jeunesse et éducation (problèmes de l'enseignement, démocratisation, culture).

Conditions matérielles

● Lieux : toujours dans de grandes maisons, dans un rayon de 50 km autour de Paris. Grand parc à la disposition des stagiaires.

● Prix : voisin de 40 NF pour chaque stagiaire, à quoi s'ajoutera la moitié des frais de voyage résultant de la peréquation entre tous les stagiaires.

● Conditions d'inscription : Les camarades peuvent s'inscrire directement 8, rue Henner, Paris-IX^e, mais :
1) Ils doivent avertir leurs fédérations ;
2) Ils sont priés de s'inscrire aussitôt que possible.

"NO PASARAN"

de Claire-Lise Charbonnier

« **L** est dans l'histoire des moments exemplaires. La guerre d'Espagne en est un. Des conquistadores de l'âge d'or aux combattants internationaux, ce n'est pas seulement la conscience d'un peuple qui s'est formée, mais une voix qui s'est élevée, et s'est unie à d'autres voix. »

Ces mots, inscrits sur une pancarte à gauche de la scène, donnaient le ton à un spectacle, au profit des grévistes espagnols, qui s'est déroulé à l'Alhambra, le 19 juillet dernier.

No Parasan a pu être représenté grâce à la collaboration effective du Comité des Jeunes du Spectacle. La pièce : un vaste poème lyrique sur la tragédie espagnole qui dure depuis plusieurs siècles, qui a trouvé son point culminant dans la guerre civile et sa résurgence dans les grèves d'aujourd'hui.

Claire-Lise Charbonnier s'explique sur ses intentions : « Les origines de cette pièce ? Tout remonte au mois de mai dernier. Je n'avais écrit que des poèmes sans songer au théâtre. Puis j'ai rencontré Guy Kayat qui m'a demandé si je pouvais, en huit jours, écrire une pièce sur les mineurs espagnols. J'ai donc écrit cette pièce très rapidement. Je suis partie de l'idée suivante : les révoltes ont rarement abouti à quelque chose en Espagne, et, aujourd'hui, on peut considérer que la guerre civile de 36, si elle fut un point culminant dans cette lutte, n'en fut pas un aboutissement. Je sentais surtout la nécessité de tirer des leçons sur le fait qu'il ne fallait pas rester attaché à une époque précise, qu'il fallait voir les événements de plus haut. Enfin, je voulais un théâtre de la lucidité par l'humour ; un humour qui soit sans cesse conscient de lui-même. Il faut contrôler le rire du spectateur. Il faut que ce rire soit en même temps réflexion ; la réplique :

« Refuser la sensiblerie »

« Camarade Malraux, t'en souviens-tu ? », participe de cet humour qui fait entrer en collision deux faits opposés : le Malraux de L'ESPOIR et celui d'aujourd'hui.

— Avec-vous songé, en écrivant cette pièce, à une mise en forme scénique, même si auparavant, vous ne pensiez pas le théâtre ?

— Non, j'ai écrit la pièce en toute liberté ; pour la fin, Kayat m'a fourni les éléments historiques qui sont placés dans la pièce en forme de citations.

Je suis allé voir Guy Kayat qui a mis en scène la pièce.

— Nous avons voulu combattre la psychologie au théâtre. Je crois qu'il faut à tout prix refuser la sensiblerie car elle agit au détriment de la compréhension par l'intelligence. Sur le plan strict de la représentation, le théâtre est pour moi un moyen de faire prendre conscience d'un combat politique. Pour cela, c'est d'abord par des moyens extérieurs à la « chose » théâtrale classique que je cherche à atteindre un public populaire. En premier lieu, je refuse le jeu traditionnel de l'acteur. Il doit rester lucide constamment, se mettre en question, contester sa condition d'acteur pour n'être plus que le traducteur d'une pensée, et en l'occurrence de cette épopée sur le peuple espagnol.

Quatre actions parallèles explicitent le thème central :

- les projections cinématographiques ;
- l'action directe par le texte ;
- l'action du RITUEL qui commente le texte ;

— enfin, la démesure parodique par le truchement du théâtre classique. (démesure que l'on trouve, par exemple, dans ARTURO UI).

Je crois à l'EFFICACITE et c'est pourquoi il faut développer cette efficacité au cours même du spectacle.

A côté de l'engagement pur, j'ai voulu montrer la parodie, c'est-à-dire faire la critique de l'impérialisme par la parodie du théâtre classique.

J'ai porté surtout mes efforts sur la manière de dire les choses, surtout en ce qui concerne des textes purement politiques. J'ai trouvé une formule de débit rythmique : la pièce se présente comme un long poème douloureux, crispé par ce rythme haché, dur ; par ce moyen, je pensais éviter le lyrisme de bas étage qu'un comédien brillant pourrait créer par une voix harmonieuse, chaude, un un mot « théâtrale ».

L'entreprise de Kayat et de Claire-Lise Charbonnier est d'une ambition incontestable sur le plan théâtral. L'auteur a su dépasser le réalisme primaire de la représentation qui accaparerait le spectateur aux dépens de la réflexion. Par la poésie, il a su nous toucher, ce qui fait de ce spectacle autant un manifeste culturel qu'un manifeste de combat.

Enfin, c'est surtout sur le plan de la mise en scène que l'essai de briser les cadres traditionnels est le plus probant. La marche des comédiens s'inscrit dans un graphisme très moderne (j'ai songé personnellement à West Side Story...) à la tangente de la chorégraphie. L'utilisation du cœur, durant toute la pièce, est aussi une idée que Kayat a su suivre jusqu'au bout de ses possibilités.

Je trouve intéressant le fait d'avoir traduit le peuple espagnol par une majorité de comédiennes (huit actri-

ces pour quatre acteurs). La présence constante de tous les personnages sur le plateau est aussi un élément qui joue en faveur du souffle épique se dégageant de la pièce. Moins bien venu me semble le décor dont un immense escalier inutile remet en question le réalisme d'Antoine... qui semble encore vivant.

Alors que la partie sonore et la projection de films servent avec intelligence le jeu des acteurs (notamment à propos de l'évocation de Guernica, évocation qui s'inspire de Resnais), le décor me semble parfaitement incongru. Mais l'ensemble est fort, construit et représente jusqu'à présent, j'ose le dire, la seule tentative, après Planchon, d'un théâtre qui soit révolutionnaire sur le plan du contenu et celui de l'expression. J'ajoute que No Parasan sera joué en octobre au théâtre Récamier.

Pierre Uytterhoeven.

Cinéma :

"TOUS ALGERIENS"

Notre collaborateur Pierre Uytterhoeven a dit ici-même ce qu'il pensait du film « Les oliviers de la justice ». Son scénariste et co-auteur, Jean Pelegri, auteur du roman dont le film est une adaptation, nous fait parvenir cet article. C'est avec plaisir que nous lui ouvrons nos colonnes.

T. S.

« **L** ES Oliviers de la justice » ont un objectif limité. Il ne porte que sur la fin de l'époque coloniale. Il n'est d'ailleurs, dans mon esprit, que le premier volet d'une trilogie. Il raconte une histoire particulière, limitée dans le temps et dans l'espace — et un personnage peut sembler privilégié : le « pied-noir »

Pourquoi?... Parce que l'indépendance de l'Algérie est, depuis quelque temps déjà, un fait inéluctable, acquis, et qu'il me semblait, en conséquence, que le problème le plus urgent, pour l'heure, c'était celui de la décolonisation, la vraie — celle des consciences.

Le film raconte cet itinéraire, qui va du passé colonial au présent qui commence. C'est pour un pied-noir un itinéraire laborieux, difficile. Difficile, parce qu'il faut renier le colonialisme — sans pour autant renier ses pères, sans cracher sur leurs tombes. Faire ce partage n'est pas commode — et beaucoup s'y perdent. La tentation, c'est de colorer le passé colonial des vertus de ses pères — alors qu'au contraire le système colonial a tout pourri.

Les Européens d'Algérie, en effet, malgré tous leurs privilèges économiques et politiques, ont été, eux aussi, les victimes du colonialisme, et — ce qui est peut-être plus grave — les victimes morales. Il suffit, pour s'en rendre compte, de voir à quelles extrémités certains d'entre eux, pris dans le piège, ont été conduits. L'état colonial, comme tous les régimes fondés sur l'injustice, pourrit les consciences. Il aliène et dénature tout — même le mérite des individus.

C'est pour cela que nous avons choisi pour le film cette structure, où les images du passé, belles en apparence, sont constamment contredites, détruites, par leurs conséquences : ce présent cruel où l'on voit tout un peuple livré à la fouille, abandonné à la misère, oublié. C'est un essai pour introduire dans le cinéma une dialectique marxiste.

Nous espérons, par cette dialectique, rendre sensible ceci — qui me paraît juste, évident, bien qu'on l'oublie trop souvent : la condamnation doit porter d'abord sur le système, non sur les personnes.

C'est en ce sens que chaque Français est responsable de l'état actuel des choses — tout autant que n'importe quel pied-noir. Parce que le colonialisme est d'abord une faute nationale. C'est toujours l'arbre qui fait le fruit.



(Photo Roger Parry.)

Jean PELEGRI

Par ailleurs — en raison des circonstances — il nous était impossible de montrer Saïd, le combattant. On sait qu'il y a eu en France une longue saison où, ce personnage, « on ne pouvait pas le voir » — au propre comme au figuré.

Alors nous avons trouvé un autre moyen... Celui de le montrer, sans le faire voir... Saïd, le moudjahid, s'il n'est pas, en effet, sauf dans l'enfance, présent dans les images, est pourtant, comme dans l'histoire de l'Algérie, le personnage le plus important. Car c'est sur lui, sur son absence, que se fonde toute la progression du film.

Tous les autres personnages, en effet, parlent de lui — et chacun se situe par rapport à lui... Pourquoi Saïd est-il parti ? C'est cette question cette absence qui hante Jean, le

pied-noir, et c'est par là que commence en lui la prise de conscience — et donc le processus de décolonisation.

Si Jean, à la fin, reste en Algérie, c'est pour toutes sortes de raisons, que chaque spectateur est libre de retrouver — mais c'est surtout, à mon sens, parce qu'il a compris ce que Boralfa lui a expliqué la veille : le sens du combat de Saïd... Il a compris, et il a confiance.

Il dit, en conclusion : « C'était mon pays » — tandis que chante, intense, une flûte arabe. En 1962, c'est clair.

Et quand, pour finir, il fait un geste, son premier geste volontaire, c'est pour poser la main sur la tête d'Ikief, le fils de Saïd. C'est non moins clair.

*

C'est tout cela que je voudrais qu'on comprenne en voyant ces « Oliviers ». Le film contient sans doute, contient sûrement des maladresses, des insuffisances. Mais nous avons essayé, malgré les difficultés de tournage, de ne dire que la vérité. Nous n'avons voulu, à aucun moment, tricher.

Le film est fait pour liquider le passé, pour tourner la page — pour se libérer. Afin d'être prêt pour cet avenir qui commence — et dont nous avons tant besoin, les uns et les autres.

Jean Pelegri.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 25 juillet au 1^{er} août

VAINQUEURS ET VAINCUS

et

LES HEROS DE STALINGRAD

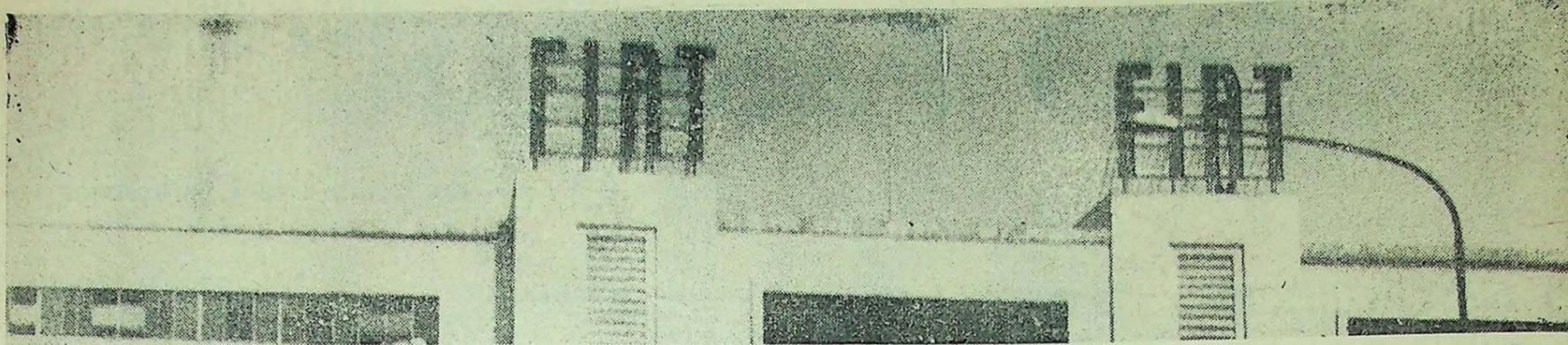
— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.

58-61, rue La Fayette

Paris (9^e)

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40
Semaine du 25 juillet au 1^{er} août
La morte saison des amours
de Pierre KAST
Au même programme, un moyen et court métrage de Christ MARKER :
Lettre de Sibérie et Dimanche à Pékin
(Permanent tous les jours de 14 h. à 24 h.)



Entrée principale de la FIAT.

(Photo Archives.)

LA LUTTE OUVRIERE A TURIN

Un reportage de P. L. THIBAUD

Turin ... juillet 1962.

SAMEDI 7, dimanche 8 et lundi 9 juillet étaient les trois jours prévus pour la grève générale des ouvriers de la métallurgie italienne, et notamment pour ceux de la Fiat. Dans la semaine qui précède cette grève, on apprit soudain que l'U.I.L. (syndicat contrôlé par les sociaux-démocrates) avait signé un accord séparé avec la direction de la Fiat et avait invité ses adhérents à travailler les 7, 8 et 9 juillet. La S.I.D.A., le syndicat maison de la Fiat, s'étant naturellement, lui aussi, prononcé contre la grève, restaient seules la F.I.M.-C.I.S.L. (Fédération de la métallurgie des syndicats chrétiens) et la F.I.O.M.-C.G.I.L. (Fédération de la métallurgie des syndicats socialistes nenniens et communistes).

J'étais aux portes de la Mirafiori, la plus grande des usines Fiat, dès cinq heures du matin samedi 7, avec quelques camarades socialistes et communistes. La rentrée est à six heures, mais déjà les piquets sont en place, les ouvriers sont venus très nombreux renforcer ces piquets. Aux différentes portes des usines Fiat, en tout, il y avait

près de vingt-cinq mille ouvriers. Il y avait aussi des carabinieri, mais qui se tenaient cois devant cette foule résolue. Les ouvriers étaient munis de sifflets : ici, quand on entend les sifflets, ce n'est pas la police, ce sont les ouvriers. Il faut s'y habituer.

On siffle les patrons qui passent, et les « kroumirs », c'est-à-dire les jaunes. Devant cette foule, devant les très rares « kroumirs » qui entrent sous les huées, protégés par la police, on comprend que la partie est gagnée, que la U.I.L. est discréditée, et un tour rapide, dans la matinée, aux autres usines Fiat, nous le confirme : la grève est totale, à 95 p. 100.

Il faut savoir que le samedi, normalement, l'on travaille à la Fiat, toute la journée ; et aussi, pour quelques ateliers, le dimanche. Cette « grève du week-end » n'est donc pas si paradoxale qu'il semble, même si les organisations ont misé sur l'attrait d'un week-end prolongé.

La journée du samedi s'est donc déroulée sans incident, mais, dans la soirée, une manifestation devant le si-

ège de l'U.I.L. est chargée par la police, avec brutalité. Dans la nuit, vers les trois ou quatre heures du matin, le siège de l'U.I.L. est agressé par des groupes qui mènent une véritable bataille de rues, arrachent les pavés pour en bombarder l'U.I.L., se heurtent à la police. Le dimanche matin, un communiqué des centrales syndicales désavoue ces brutalités, les attribue à des groupes de provocateurs fascistes payés par la police.

Il se peut qu'il y ait eu des provocateurs ; mais il semble bien qu'il se soit agi aussi d'ouvriers inorganisés, exaspérés, qui agissent spontanément. Dans la journée de samedi, il était perceptible que la masse accueillait avec une certaine réticence les conseils de prudence distribués par les voitures haut-parleurs des syndicats ; certains dirigeants furent parfois pris à partie.

Cette explosion de violence, certes néfaste au mouvement, est compréhensible et excusable : les directions syndicales et politiques ont cherché avant tout à canaliser le mouvement, à le freiner parfois ; entre le lock-out des 26 et 27 juin et cette grève, il n'y eut aucune grande manifestation, aucune grève ; aux masses non organisées, surchauffées par la nouvelle conscience de leur force, n'était offerte aucune perspective à moyen terme. Tous ici s'accordent à reconnaître que ces journées turinoises ont une importance qui dépasse infiniment les revendications syndicales immédiates : tous s'accordent également à reconnaître qu'il ne peut être question de prendre la préfecture d'assaut, de faire la révolution.

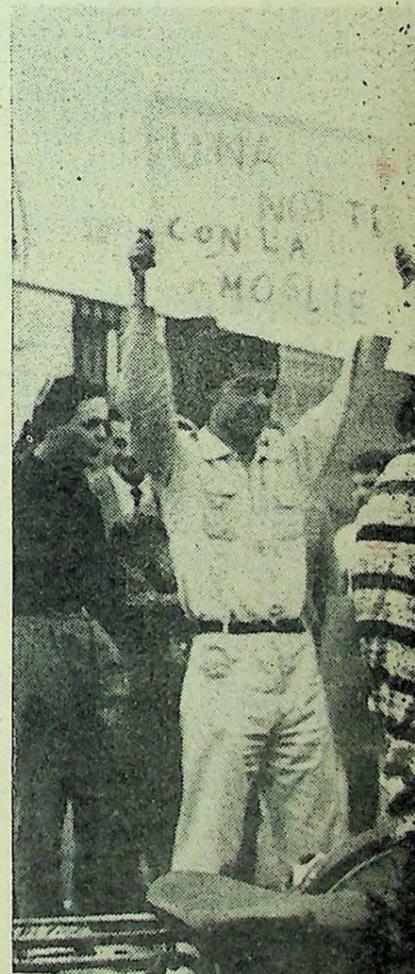
Mais à ce point du raisonnement, les directions syndicales et politiques ne voient d'autres solutions que de canaliser, de la manière la plus prudente possible, le mouvement. Après neuf ans de passivité pendant lesquels les syndicalistes ont œuvré inlassablement, pourchassés, licenciés, obscurs, apparemment sans espoir, cette explosion qu'ils ont rendue possible trouve impréparés les syndicalistes eux-mêmes.

Le lundi, la grève a été totale à 95 p. 100.

Mais l'ambiance, après la bataille de rues et le désaveu des syndicats, était plus lourde que samedi. Les forces de police, venues de tous les coins d'Italie, étaient plus nombreuses et semblaient plus méchantes ; les appels au calme des syndicats étaient plus rapprochés, plus impératifs ; on n'entendait plus de sifflets ; les piquets, encore nombreux, étaient moins massifs que le samedi. La journée s'est passée sans incidents, et la grève a été une pleine réussite. Mais...

Le problème reste posé : la classe ouvrière a montré de manière éclatante qu'elle n'était pas dupe des mirages de l'intégration néocapitaliste. Mais le poids politique énorme de son action est encore en l'air, non organisé. En liaison avec des ouvriers de la Fiat et d'autres usines turinoises, un groupe de jeunes militants socialistes et communistes (qui publient la revue *Quaderni Rossi*) essaie de donner un contenu théorique, une élaboration à cette lutte. Mais leur audience est faible, et comme il leur arrive de mettre en cause certaines habitudes néfastes, ils sont en butte aux calomnies des appareils. Ainsi, des dirigeants de la C.I.S.L. ont tenté de leur attribuer la paternité des incidents violents de la nuit de samedi à dimanche.

Il semble, au contraire, que de tels incidents ont pour cause le manque de débouchés politiques de l'action entreprise, l'expression inorganisée, spontanée et néfaste de l'insatisfaction des ouvriers. Le groupe *Quaderni Rossi* a au moins le mérite de rechercher, à cette situation neuve, des solutions neuves ; ils furent naguère les seuls à soutenir que dans le cadre du néocapitalisme italien triomphant, la classe ouvrière ne perdait pas sa conscience ni sa combativité, et que le réveil restait possible, et



(Photo Archives.)

« Une nuit avec ta femme », dit la pancarte. Il s'agit d'inviter à la grève les ouvriers du « tour » nocturne.

même probable. Le problème est de donner à cette poussée un but politique.

Il y a là, pour les organisations ouvrières, un rôle essentiel à jouer, et les études du groupe *Quaderni Rossi* semblent le seul effort théorique sérieux entrepris en ce sens. Cet effort doit être suivi avec attention en France ; en effet, dès demain, sinon aujourd'hui, la lutte se déroule entre la classe ouvrière européenne et le capitalisme européen, un capitalisme qui aura le visage d'Agnelli et de Valetta, patrons de la Fiat, c'est-à-dire le visage du néocapitalisme.

P. L. T.



(Photo Archives.)

6 heures du matin : on brandit déjà des pancartes.